

Le RND perd ses chances devant le FLN

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3708 - Mercredi 4 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Malgré l'hiver, des fêtes «explosives»

Loin du Mouloud, le feu d'artifice...

Page 4

Leur scolarisation nécessite des accompagnateurs spécialisés

Le calvaire des enfants handicapés

Page 2

L'hypothèse du pire

Par Mohamed Habili

Le crash de l'Airbus russe dans le Sinaï est bien entendu une tragédie humaine, mais force est de constater que ce n'est pas seulement pour ce motif qu'il suscite un aussi grand intérêt dans la région où il s'est produit aussi bien que dans le reste du monde. Le même avion transportant le même nombre de passagers mais qui se serait écrasé ailleurs que dans une zone de guerre, comme l'est actuellement le Sinaï, aurait produit sans doute la même émotion, mais somme toute ni plus ni moins que n'importe quel crash se soldant par la mort d'un si grand nombre de personnes. On peut être plus explicite encore : le même crash survenant dans le Sinaï mais dont on saurait dès le début qu'il est dû à des causes soit techniques, soit humaines, susciterait les sentiments de compassion habituels en pareil cas mais pas la crainte sourde partagée par l'ensemble des pays et des compagnies aériennes, de ce que, justement, on en ignore la cause. Cette ignorance est elle-même d'un genre particulier. Elle ne porte pas sur quelque chose qu'il reste à découvrir, elle se nourrit d'une hypothèse que pour le moment rien de tangible ne permet d'exclure. Les experts de différentes nationalités en charge de l'enquête, tout autant d'ailleurs que les services de renseignement des grandes puissances, censés avoir l'œil sur tout ce qui bouge sur terre et dans le ciel à l'échelle de la planète, sont unanimes pour dire qu'ils ne sont pas pour l'heure en mesure d'écartier l'hypothèse du pire.

Suite en page 3

Ali Haddad, président du Forum des chefs d'entreprises à Béjaïa

«Rebrab est le bienvenu au FCE»



Le président du Forum des chefs d'entreprises, en visite de travail hier à Béjaïa, a déclaré que l'ancien membre du FCE qui a démissionné en 2014, l'homme d'affaires Issad Rebrab, «est le bienvenu s'il veut revenir au FCE».

Lire page 2

Intervention de la Russie en Syrie contre le terrorisme

La fin de l'hégémonie américaine

Pages 8-9



Avec son sourire habituel
Cheb Khaled
enchante ses fans

Page 13

Ali Haddad, président du Forum des chefs d'entreprises à Béjaïa

«Rebrab est le bienvenu au FCE»

■ Le président du Forum des chefs d'entreprises, en visite de travail hier à Béjaïa, a déclaré que l'ancien membre du FCE qui a démissionné en 2014, l'homme d'affaires Issad Rebrab, «est le bienvenu s'il veut revenir au FCE».

De Béjaïa, Thininene Khouchi

En présence du wali, du président de l'APW, des députés et sénateurs et du président de l'APC de la wilaya de Béjaïa, le président du Forum des chefs d'entreprises et homme d'affaires Ali Haddad a déclaré que l'homme d'affaires Issad Rebrab, qui a connu ces derniers jours quelques complications, était le bienvenu au Forum des chefs d'entreprises. Lors de cette rencontre économique abritée par la salle des congrès de la wilaya de Béjaïa, Ali Haddad a souligné

Contingents d'importations Quatre formules de gestion des licences prévues

LES PRODUITS importés ou exportés dans le cadre des contingents seront soumis, dès 2016, aux licences d'importation dont l'octroi sera régi par l'une des quatre formules de contingentement, a appris l'APS auprès d'un haut responsable au ministère du Commerce, Ilyes Ferroukhi. Appliqués en fonction de la nature des produits importés ou exportés, les 4 nouveaux systèmes de répartition des contingents seront l'ordre chronologique d'introduction des demandes de licence, la répartition en quotas des quantités demandées, la prise en considération des courants d'échanges traditionnels et l'appel à manifestation d'intérêt, précise le directeur général du commerce extérieur auprès du ministère, Ilyes Ferroukhi. Récemment, le ministère du Commerce a annoncé la suppression du système «Premier arrivé, premier servi» dans la gestion des contingents tarifaires des produits importés de l'Union européenne (UE). «Ce système unique, qui concernait exclusivement les contingents conventionnels introduits dans le cadre de l'accord d'association avec l'UE, est supprimé. Néanmoins, il sera réintroduit et accompagné par d'autres systèmes pour l'administration des licences dans le cadre des contingents de manière générale», précise la même source. Ainsi, lorsque le mode de traitement est basé sur l'ordre chronologique de l'introduction des demandes, la répartition du contingent ou d'une tranche de contingent, jusqu'à épuisement, s'effectue selon le principe du «Premier arrivé, premier servi». Quant à la répartition en quotas des quantités demandées, il sera procédé à l'examen simultané de l'ensemble des demandes enregistrées afin de déterminer la quantité du contingent ou de ses tranches nécessaires à l'octroi des licences d'importation ou d'exportation. R. N.

que sans une connexion forte entre l'Etat, les chefs d'entreprises, les travailleurs, les syndicats, les universités, «nous ne pouvons pas réaliser nos objectifs de développement». «C'est l'entreprise qui réalisera les changements profonds auxquels aspire notre pays et c'est aussi l'entreprise qui sera le puissant levier de la construction de cette nouvelle ère de progrès», insiste-t-il, ajoutant que «nous avons besoin pour cette ère de progrès de construire un véritable partenariat entre les autorités publiques et l'entreprise, un partenariat fondé sur la confiance réciproque». «Pour réaliser la diversification de notre économie, pour réaliser plus de croissance, pour développer l'esprit de l'entrepreneuriat, pour assurer la prospérité et le bien-être des Algériens, nous devons travailler avec tous nos entrepreneurs», affirme le président du Forum. «Et pour l'émergence de l'économie algérienne, nous avons commencé par mettre en place 28 commissions, composées de nos membres, et nous avons élaboré des propositions», a-t-il souligné. «Bon nombre de nos propositions sont mises en œuvre dans les lois, telles que la dépenalisation de l'acte de gestion pour laquelle le FCE a bataillé inlassablement», a indiqué M.



Ph.E. Soraya/J. A.

Haddad. Le renforcement des missions des autorités locales, la nouvelle mesure sur la concession, entrent dans ce cadre. Cela devrait grandement faciliter l'accès au foncier pour les investisseurs. Il a appelé les chefs d'entreprises de la wilaya de Béjaïa à persévérer pour mener le pays vers l'émergence. «Je sais qu'il y a des problèmes à Béjaïa, la réalité économique n'est pas à la hauteur du magnifique potentiel de cette région, mais les choses

commencent à changer et le FCE est pour beaucoup dans cette dynamique». Il a tenu à rappeler que la ville de Béjaïa, où il a inauguré le bureau du FCE, est connue pour la qualité de ses entreprises. «Beaucoup d'entrepreneurs de Béjaïa ont une renommée nationale et internationale ; je peux même en citer plus d'une cinquantaine qui sont connus et reconnus grâce à la qualité de leurs produits et au rayonnement de leurs entre-

prises». Enfin, le président du FCE a souligné que son forum se mobilise pour favoriser le déploiement des entreprises algériennes sur le marché mondial. A ce titre, le FCE a déjà installé ses délégués à Dubaï, Paris, Madrid, Londres. D'autres suivront prochainement, notamment aux USA, a affirmé M. Haddad. Le président a ensuite inauguré le nouveau bureau du FCE à Béjaïa. T. K.

Leur scolarisation nécessite des accompagnateurs spécialisés

Le calvaire des enfants handicapés

Des milliers d'enfants qui ne pourront jamais être totalement autonomes naissent chaque année en Algérie. La question de leur insertion dans le milieu scolaire ordinaire peine à se frayer un chemin. Et pour cause : leur scolarisation nécessite des accompagnateurs spécialisés. Une solution qui tarde à voir le jour.

Pour permettre aux enfants handicapés d'évoluer normalement et sereinement au sein de la société, il serait préférable qu'ils progressent avec les enfants normaux, à condition qu'ils soient accompagnés par un éducateur spécialisé. Une solution qui n'est pas encore en leur faveur en raison du manque d'éducateurs. Ainsi, le quotidien de leurs parents se transforme parfois en calvaire. Bien qu'en Algérie il existe 393 centres spécialisés pour enfants handicapés, il y a toujours des lacunes qu'il faudra combler afin de permettre à cette frange de la population de se sentir au même niveau de considération.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, a expliqué, hier, que la scolarisation des enfants souffrant de légers handicaps en milieu ordinaire nécessite des accompagnateurs spécialisés relevant du secteur de la Solidarité nationale, ajoutant que ce type d'encadrement «fait gra-

vement défaut». Les 393 établissements spécialisés qui relèvent du secteur ont accueilli, jusqu'à cette année scolaire, plus de 21 000 enfants et adolescents présentant un handicap mental, sensoriel (déficiences visuelle et auditive) ou moteur, a fait savoir la ministre, précisant que quelque 5 317 encadreurs spécialisés (psychologues, éducateurs, assistants sociaux) prenaient en charge ces enfants dans le cadre des équipes pluridisciplinaires constituées dans ces établissements. Malheureusement, le chiffre reste en deça des attentes des parents de cette frange qui souhaite une scolarisation normale à leurs enfants. Concernant les appareillages pour personnes handicapées, la ministre a indiqué avoir donné des instructions aux directeurs de wilaya de l'action sociale relevant de son secteur pour faire acquisition de tels produits auprès du secteur privé, s'ils ne sont pas disponibles au niveau de l'Office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées sous tutelle du ministère du Travail.

Sur la question du retard d'attribution de certaines pensions des handicapés, M. Meslem a estimé que ce problème «ne concerne que les handicapés à 100%». Il est très souvent dû au fait que les parents de la personne handicapée ne disposent pas d'un jugement d'interdiction final

les autorisant à retirer la pension à sa place, a-t-elle expliqué. Par ailleurs, la ministre a annoncé la signature prochaine d'une convention entre les ministères de la Solidarité nationale et de la Santé et de la Réforme hospitalière pour la prise en charge médicale spécialisée, dans les établissements hospitaliers, des personnes âgées souffrant de troubles mentaux avant leur transfert vers les centres spécialisés relevant du secteur de la Solidarité nationale. Elle a également souligné qu'un service d'accueil diurne pour les personnes âgées issues de familles démunies avait été lancé récemment par son département ministériel pour aider ces familles à prendre en charge cette catégorie.

Plus de 600 millions de DA pour la prise en charge des réfugiés africains

Une enveloppe de plus de 600 millions de DA a été consacrée en deux ans pour la prise en charge des ressortissants nigériens et maliens en situation irrégulière en Algérie, a indiqué, hier, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem.

Cette enveloppe octroyée par l'Algérie à travers le Fonds de solidarité nationale pour la prise

en charge des ressortissants nigériens et maliens en situation irrégulière en Algérie, a dépassé les 600 millions de DA durant la période 2014-2015, a-t-elle affirmé dans un entretien à l'APS. Par ailleurs, l'enveloppe allouée de 2011 à 2015 à la prise en charge humanitaire des ressortissants syriens s'élève à 100 millions de DA, a indiqué la ministre. Cette prise en charge assurée sur le terrain par le Croissant-Rouge algérien (CRA), concerne notamment les aides apportées à ces ressortissants au niveau des centres d'accueil (vêtements, nourriture, soins médicaux et transport), a ajouté la ministre.

M^{me} Meslem appelle à la mise en place d'un plan d'action pour lutter contre la violence

Sur la violence, la ministre a appelé à la mise en place d'un plan d'action pour lutter contre la violence sous toutes ses formes en associant tous les acteurs de la société.

«Cette démarche, qui doit s'inscrire sur le court et long terme, requiert les efforts de tous les secteurs, la société civile, les médias, les experts et les chercheurs dans différentes spécialités pour définir les mécanismes de lutte contre le phénomène de la violence qui prend de l'ampleur».

Louiza Ait Ramdane

Initiative de soutien au président de la République

Le RND perd ses chances devant le FLN

■ L'initiative du FLN portant constitution d'un front de soutien au Président Bouteflika semble avoir plus de chances à aboutir que celle du Rassemblement national démocratique, même si la seule différence est dans le mode d'emploi.



Par Nacera Chennafi

Le TAJ de Amar Ghoul et l'ANR de Abdelkader Sahli ont déjà dit oui à la proposition de Amar Saadani, avant même de recevoir le document dans lequel est expliquée l'initiative du FLN.

Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a affirmé que sa formation était prête à contribuer «pleinement» à la réussite de l'initiative lancée par le Front de libération nationale (FLN). «L'ANR a senti que cette initiative, placée sous le slogan d'initiative politique nationale pour le progrès à la faveur de la cohésion et de la stabilité, est susceptible de resserrer les rangs des Algériens sous un seul mot d'ordre». Selon Sahli, «cette initiative, au contenu axé sur les principes de la stabilité et de la cohésion, est un sérieux test pour réhabiliter les valeurs et principes de la glorieuse révolution de Novembre, sur la base d'une lecture lucide pour une

bonne compréhension du présent et projection sur l'avenir». Ce n'est pas tout, puisque le patron de l'ANR fait la promotion de cette initiative en appelant les acteurs politiques, chefs de partis politiques et personnalités nationales, à adhérer aux objectifs de cette initiative. Un deuxième parti du pouvoir dit aussi oui à cette initiative et abandonne la sienne, il s'agit du TAJ. Intervenant au terme des travaux de l'université annuelle du TAJ, Ghoul a salué l'initiative du Front de libération nationale (FLN) de création d'un front de soutien au programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Le président du TAJ s'est dit prêt à «œuvrer pour son élargissement et son succès». Avec ce oui non conditionné, l'ANR et le TAJ affichent leur soutien à Saadani et disent non à Ahmed Ouyahia qui était le premier à appelé à la mise en place d'un pôle de soutien au Président Bouteflika. Dans ce contexte, le Mouvement populaire algérien (MPA), un parti qui

soutient aussi le Président Bouteflika, préfère temporiser avant de donner sa réponse. A ce propos, son secrétaire général Amara Benyounés a appelé à la tenue d'une rencontre de concertation pour dégager une plateforme définissant les mécanismes de soutien au programme du Président Bouteflika.

Benyounés a préféré ne pas prendre partie et attend de discuter avec les deux concernés à savoir, Saadani et Ouyahia, déclarant que «l'appel lancé aux partis politiques et institutions ayant soutenu le Président Bouteflika lors des dernières présidentielles est une position pratique vis-à-vis des initiatives du RND et du FLN». «L'objectif étant de sortir de la situation politique actuelle avec un consensus devant satisfaire toutes les parties ayant soutenu le président de la République», a-t-il soutenu. Il est à noter que Benyounés est présenté comme proche d'Ahmed Ouyahia et ce dernier n'a pas dit oui à l'initiative du vieux parti. Dans sa dernière

déclaration sur le sujet, Ouyahia dira : «Le FLN qui est un allié stratégique (pour le RND) dans le soutien au président de la République et la défense des intérêts du courant nationaliste, a fait part de sa proposition (de créer un front). Ce n'est pas le mode qui nous convient, mais nous laissons le temps aux propositions». De son côté, le porte-parole de son parti, Seddik Chihib, aurait déclaré au quotidien *El Bilad*, comme rapporté hier, que le «RND n'est pas concerné par l'initiative du FLN».

Le secrétaire général du FLN, Amar Saadani, est plus que jamais déterminé à faire aboutir son initiative. A cet égard, il a déjà installé une instance chargée de ce projet. Le 27 octobre dernier, il a déclaré que «l'initiative est ouverte à tous et le RND fait partie de dizaines de formations politiques et peut user de son libre arbitre». Saadani s'attend à une implication des organisations de la société civile dans cette initiative.

N. C.

Commission des finances de l'APN

Le ministre de l'Intérieur présente un exposé sur son budget

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a entamé, lundi, l'examen des budgets sectoriels inscrits dans le cadre du projet de loi de finances 2016, en consacrant la réunion d'aujourd'hui à l'exposé présenté par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui.

Le ministre a précisé, lors de son exposé, que «plusieurs principaux axes ont été étudiés dont la rationalisation des dépenses, la maîtrise de l'affectation des ressources, la mise en place d'une stratégie pour la modernisation de l'administration, l'élaboration d'un programme de formation au profit des fonctionnaires du secteur, la poursuite des dispositifs pris pour l'amélioration du service public, l'accélération du rythme de réalisation des projets en cours, notamment ceux visant l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens et l'inscription de nouveaux projets

au profit des wilayas déléguées du sud du pays», précise un communiqué de l'APN.

Une enveloppe de 426 127 386 000 DA a été affectée au budget de fonctionnement qui accusera une réduction de 27,3% par rapport aux affectations consacrées dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2015, a indiqué M. Bedoui qui a expliqué cet état de fait par l'amendement des affectations financières en vertu des besoins réels des services dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques.

Concernant les 415 790 postes budgétaires proposés au titre de l'année 2016, le ministre a fait savoir qu'«aucune augmentation n'a été relevée par rapport à l'année précédente».

Evoquant le budget d'équipement, M. Bedoui a précisé qu'un «intérêt particulier» a été accordé à l'accélération du rythme de réalisation des projets en cours, notamment

ceux visant l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens ainsi qu'à l'inscription de nouveaux projets au profit des wilayas déléguées du sud du pays. Ainsi, de nouvelles opérations ont été inscrites dans le cadre du programme sectoriel décentralisé, auxquelles une enveloppe financière de 29.58 milliards DA a été affectée pour la prise en charge des travaux de réalisation des plus importantes structures relevant des wilayas déléguées.

S'agissant des programmes communaux de développement, le représentant du gouvernement a indiqué que l'«Etat œuvre à la mobilisation des ressources financières nécessaires au profit des communes pour répondre rapidement aux besoins des citoyens, notamment en ce qui concerne les projets de proximité pour lesquels 60 milliards de dinars ont été affectés à cet effet».

Hayet F./APS

LA QUESTION DU JOUR

L'hypothèse du pire

Suite de la page une

En effet, la première idée qui vient à l'esprit quand un avion s'écrase dans une zone de guerre, c'est qu'il a été touché, par mégarde ou de propos délibéré, par un tir. Or dans ce cas précis, ce tir ne peut être que le fait de l'organisation terroriste en guerre dans le Sinaï contre l'Etat égyptien. Rien jusqu'à présent ne permet de dire que c'est bien une cause extérieure qui est à l'origine du crash, mais rien non plus ne permet d'écarter cette éventualité. Voilà en quoi réside l'intérêt en quelque sorte universel suscité par le crash en question. Encore faut-il souligner un détail : l'avion russe est censé voler au moment de l'incident à une hauteur qui le met hors de portée d'un tir depuis le sol. Cela devrait normalement tranquilliser tout le monde, puisque précisément cela exclut le tir d'un missile depuis le sol, quand bien même ce serait depuis le point le plus élevé du Sinaï. Les boîtes noires de l'avion ayant été retrouvées, logiquement on ne devrait pas tarder à savoir ce qui s'était réellement passé ayant entraîné le crash. Le plus probable est que l'avion s'est disloqué dans le ciel pour des raisons ordinaires, humaines ou techniques ou les deux à la fois. Il n'empêche, on n'a pas été en mesure, et cela pendant plusieurs heures, de jurer que ce ne pouvait être là l'œuvre de l'Etat islamique, qui, lui, par contre, a dès l'annonce de la nouvelle revendiqué la responsabilité de l'acte. Personne n'a été capable de le démentir, même si personne ne l'a cru. Pas même les compagnies aériennes du Golfe qui néanmoins se sont empressées de faire savoir qu'elles interdiraient provisoirement à leurs avions de survoler une zone aussi dangereuse que le Sinaï. Dans l'incertitude régnante, ces compagnies ont préféré ébranler la confiance du monde dans la capacité de l'armée égyptienne à contrôler son espace aérien. Si toutefois, ce qui bien entendu est fort improbable, il s'avérait qu'elles ont agi sagement en l'occurrence, alors ce n'est plus seulement le ciel égyptien qu'il faudrait contourner, mais tout l'espace aérien d'un bout à l'autre de la planète. Si les terroristes du Sinaï ont pu abattre un avion de ligne volant à une hauteur qu'en théorie leurs missiles sol-air ne peuvent pas atteindre, alors, assurément, c'est le transport aérien tout entier qui a crashé avec l'Airbus A321.

M. H.

Travaux Publics 28 000 fonctionnaires versés dans l'entretien des routes !

LES ROUTES «ont besoin d'être entretenues pour offrir un service public adéquat au citoyen», a indiqué, lundi à Alger, le ministre des Travaux Publics, Abdelkader Ouali. «Les routes doivent être entretenues et de nombreux moyens sont affectés à cet objectif et je demande aux responsables de la wilaya d'Alger de passer à l'action», a déclaré le ministre lors d'une réunion avec le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, et de nombreux cadres du ministère, des walis délégués et des responsables concernés par le secteur des travaux publics comme l'Agence nationale des autoroutes et les responsables des ouvrages d'art et des directeurs d'entreprises relevant de la wilaya. Le ministre, qui a relevé l'existence d'un «problème de suivi» des projets, a incité les walis délégués et les P/APC à effectuer le suivi des projets, notamment en ce qui concerne la situation du réseau routier d'Alger. «Il y a des programmes importants prévus dans la wilaya», a encore souligné le ministre, selon qui les efforts dans le secteur des routes se sont soldés depuis 1999 par l'allocation d'une enveloppe importante pour l'entretien. «La route est un service public qui doit respecter les normes de qualité car elle a un lien avec la sécurité publique et des milliards de dinars sont affectés à l'entretien qui n'est pas une exception mais un principe», a souligné M. Ouali. Le ministre a qualifié le réseau routier de «patrimoine à préserver» tout comme les ouvrages d'art, et a insisté sur la nécessité de mettre en place une synergie entre les divers services pour parvenir à un travail de proximité de qualité. «Nous avons de graves problèmes sur certaines pénétrantes comme à Zéralda, Ouled Fayet et Draria sans être signalés», a-t-il relevé. «Il y a 2 300 kilomètres de routes à Alger, dont 800 km sont des routes nationales qu'il faut entretenir à côté des routes communales et des routes de wilaya, et je mets à votre disposition les services des travaux publics à Alger qui sont sous votre autorité pour l'entretien des routes», a encore indiqué le ministre en s'adressant aux cadres. Le ministre a conclu son intervention en affirmant que «28 000 fonctionnaires sont versés dans l'entretien des routes à travers le territoire national».

Hatem H./APS

Malgré l'hiver, des fêtes «explosives»

Loin du Mouloud, le feu d'artifice...

■ Les feux d'artifice se sont ancrés dans la tradition fêtarde des Algériens. Une mode qui s'est accrue dans les coutumes festives, donnant ainsi un coup de pouce à cette contrebande qui prend de l'ampleur. Des pétards aux choix multiples et aux différents budgets, pour mettre de l'ambiance dans des fêtes aux fins tragiques, dans certains cas, aux services des urgences.

Par Mohamed Mabkhout

Même durant l'hiver, cette nouvelle mode de faire la fête sans feu d'artifice est parfois inimaginable pour les jeunes Algériens. Les fêtes aux couleurs du «danger» s'ancrent dans les mentalités des jeunes des quartiers. Ces derniers s'inquiètent moins des prévisions météorologiques mais plus pour trouver les bons feux d'artifice afin de décorer la fête et illuminer le ciel aux couleurs de l'arc-en-ciel. La cérémonie durant la nuit est à peine déclenchée, que plusieurs enflamment leurs cargaisons et l'orientent vers le ciel. Pour s'approvisionner, les quartiers populaires semblent devenir le bastion des vendeurs de pétards, au vu et au su de tous, cette activité informelle se pratique à l'instar de la vente de l'habillement. La loi de la rue est le seul langage de ces jeunes vendeurs. Non loin de cette activité, un poste de police, dont la présence est insignifiante, vu que la loi de la force est le seul référent juridique. Une adresse acquise par force dans les lieux publics et la contrebande de ces produits nuisibles. Rues, marchés, routes, tous les moyens et les lieux sont bons, les tables bien garnies dans le but de se faire remarquer par les clients. Nous sommes allés sur place pour faire un constat et le résultat est choquant. «J'ai de



tous les genres selon votre budget», nous a précisé le vendeur. Les prix sont exorbitants, pour un achat simple il se compare à une journée de travail, pour un article dont la valeur n'est viable que quelques minutes. Le prix équivalait, pour son rôle, au salaire d'un fonctionnaire. Un paquet contenant quatre bâtons de feux d'artifice se chiffre à 1 400 dinars et pour l'article le plus cher le paquet doit y être car son prix est de 23 000 dinars et les portefeuilles doivent peser lourds. Ces produits demeurent un véritable danger pour les utilisateurs, l'en-

vironnement et la santé. A chaque occasion, la puissance augmente et la situation du service des urgences aussi et les infirmiers semblent s'habituer aux mêmes accidents et blessures à soigner. Un phénomène qui s'est installé sans être invité mais par incitation des barons de l'importation aveugle qui inondent nos marchés avec différents produits nuisibles. Cette activité, à présent, semble plaire aux jeunes Algériens vu son gain facile et la commodité du travail. Leur travail consistant seulement à garder leurs étals et traquer les passa-

gers pour les convaincre de la qualité des produits et la disponibilité des choix. Dans ce domaine, les pétards ne sont qu'un infime exemple de l'ampleur de l'activité informelle. Cette dernière s'impose dans des circonstances favorables, à l'instar du manque d'offres d'emploi, et le marché algérien est devenu un dépotier des différents produits non conformes aux normes. La motivation et les ambitions des jeunes vendeurs semblent disparaître de cet environnement, laissant place uniquement à l'anarchie et au désordre. M. M.

Agriculture

De nouvelles mesures pour la relance de la filière lait

Le gouvernement a décidé de nouvelles mesures en faveur des éleveurs et des opérateurs de la filière lait en augmentant la subvention du lait cru et en encourageant l'investissement dans la production laitière et de l'alimentation, a appris l'APS, lundi, auprès du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Ces mesures ont été arrêtées suite à un processus de dialogue et de concertation engagé par le ministère avec les représentants des éleveurs de bovins laitiers et des professionnels de la filière lait. Ainsi, pour répondre aux préoccupations des éleveurs de bovins laitiers et préserver les investissements existants, le gouvernement a décidé que le prix de référence du litre de lait cru de vache soit fixé à 50 DA, à savoir 36 DA le prix de cession du lait cru aux laiteries et 14 DA de subvention de l'Etat, contre respectivement 34 DA et 12 DA auparavant. L'augmentation de la subvention (14 DA) vise à inciter les éleveurs à produire un lait de qualité, sain et marchand, selon la même source. Le nouveau prix de référence est appliqué à partir du 2 novembre,

selon le ministère qui précise néanmoins que le prix à la consommation du sachet de lait pasteurisé conditionné en sachet est maintenu à 25 DA/litre. Pour les laiteries, elles sont appelées à développer sur le marché un segment de produit de lait cru sous forme Tetra pack (UHT) dont le prix est libre et à développer la production de lait en poudre pendant la période de forte lactation. En réponse à la préoccupation des éleveurs relative à l'accès à l'aliment de bétail et à la régulation du marché de ce produit, il a été décidé d'approvisionner directement les éleveurs en son issu de la trituration des blés soutenus par l'Etat. C'est l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) et l'Office national d'aliment de bétail (ONAB) qui veilleront à ce que les minoteries exécutent cette décision.

Encourager l'investissement en amont

«Ces mesures s'inscrivent dans l'objectif de réduction substantielle du recours à l'importation de la poudre de lait, d'ici à

2019, et de promouvoir la production et les investissements nationaux dans ce domaine». Par ailleurs, d'autres mesures de facilitation à moyen terme ont été prises par le gouvernement afin d'asseoir une stratégie de relance de la filière lait. Il s'agit notamment de l'accès des professionnels de la filière lait au foncier agricole pour leur permettre d'investir en amont de la filière lait et concourir au développement des grandes cultures (céréales et fourrages).

Les pouvoirs publics ambitionnent, dans ce cadre, de promouvoir la création de fermes «modernes intégrées» pour l'élevage bovin laitier et la production de céréales et de fourrages dans le cadre de contrats-programmes. Une nomenclature de soutien plus adaptée est également prévue pour le développement des cultures fourragères. L'Oaic interviendra, à ce titre, dans l'importation et la distribution des semences fourragères adaptées pour développer les superficies fourragères ainsi que dans la mise en place d'un programme de multiplication des semences fourragères avec les instituts et les opérateurs privés.

Les pouvoirs publics vont encourager aussi l'utilisation du crédit de campagne «R'fig» pour investir dans la production des fourrages, alors que les coopératives des éleveurs seront incitées à recourir à l'exploitation des périmètres irrigués, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Sud. Pour stabiliser le marché des fourrages, les pouvoirs publics ont décidé pour la première fois d'encourager la transformation et le conditionnement dans ce domaine.

Pour atteindre ces objectifs, le ministère a donné instruction pour que les procédures de contrôle et de paiement des subventions seront décentralisées à partir du 1er janvier 2016. Il a été décidé également que les capacités techniques et agronomiques des Directions de services agricoles (DSA) seront davantage mobilisées pour promouvoir et encadrer les investissements agricoles. Il s'agit également d'alléger les procédures du crédit «Ettahadi» et du crédit fédératif ainsi que par la généralisation du financement aux autres banques, à l'instar de celui qui est pratiqué par la BADR. Safy T.

Benkhalfa au sujet de la loi de finances 2016

«Les couches défavorisées non affectées par les nouvelles taxes»

■ «L'augmentation de certains impôts prévus par le projet de loi de finances 2016 ne touchera pas les couches défavorisées», a affirmé, lundi, le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa.

Par Salem K.

Intervenant au Forum de la Radio nationale, le ministre a indiqué que ces nouvelles mesures fiscales et taxes visaient à rationaliser la consommation des produits dont le subventionnement pèse lourdement sur le budget de l'Etat. Le projet de loi de finances 2016 (PLF 2016) propose de relever le taux de la TVA pour passer de 7% actuellement à 17% sur la vente de gasoil, sur le gaz naturel lorsque la consommation dépasse 2 500 thermie/trimestre et sur l'électricité lorsque la consommation dépasse les 250 kilowatt-heure/trimestre. Avec ces augmentations, les prix des carburants vont passer à 19 DA/litre pour le gasoil et à 25 DA/litre pour l'essence super. Pour M. Benkhalfa, l'Etat continuera à subventionner les prix de ces produits tant que la consommation est «raisonnable», mais dès que celle-ci dépasse un certain niveau, le citoyen doit payer ces nouvelles taxes. «Mais malgré cette augmentation, le prix de vente de ces produits (gasoil, électricité et gaz) ne couvrira toujours pas son prix de revient», selon lui, ajoutant que ces nouvelles dispositions fiscales visent aussi à réduire les flux de contrebande aux frontières qui ciblent en particulier les carburants. Par ailleurs, il a rappelé que le PLF 2016 propose de réduire les dépenses budgétaires de 9%

par rapport à 2015, une baisse qui concerne les dépenses de fonctionnement. Cependant, M. Benkhalfa a assuré qu'«il n'est pas question de réduire les salaires ni de réduire le niveau d'investissement public puisque nous maintiendrons le même niveau du budget d'équipement» lequel se chiffre à 3176,8 milliards DA. Interrogé par l'APS sur l'éventuel recours de l'Algérie à un emprunt extérieur pour financer ses grands projets structurants, M. Benkhalfa a indiqué que ce type de financement visait à diversifier les ressources de financement extra-budgétaires, écartant toute possibilité de recourir à un endettement extérieur pour financer le budget de l'Etat. «Ces financements extérieurs seront des partenariats public-privé entre des acteurs économiques nationaux et internationaux et non entre Etat et Etat», a précisé le ministre, en précisant que ces emprunts devraient être approuvés, au cas par cas, par le gouvernement. Il a également expliqué que ce type de financement, très répandu à travers le monde, permettrait à l'entreprise chargée de réaliser un projet de partager le risque avec son partenaire étranger puisque ce dernier participe dans son financement. A rappeler que le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, avait évoqué récemment la possibilité de l'Algérie de recourir à un emprunt bancaire auprès de la Chine pour financer les grands



PH/D.R.

projets nécessitant d'importants financements. A une question sur l'opération de bancarisation des fonds informels contre le paiement d'une taxe forfaitaire de 7%, lancée en août dernier dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2015, M. Benkhalfa a indiqué que celle-ci se déroulait dans de «bonnes conditions», mais s'est gardé de préciser le montant collecté jusqu'à maintenant. «Peut-être, d'ici la fin de l'année, nous pourrions établir un bilan», s'est-il contenté de répondre. En outre, il a réaffirmé qu'en dépit

de la baisse drastique des revenus pétroliers, l'Algérie dispose encore d'une marge de manœuvre : «Nous sommes dans une tourmente internationale. Toute l'économie mondiale est affectée, y compris les grandes puissances. Mais pour nous, l'Algérie, nous avons une marge de manœuvre». Toutefois, a-t-il admis, «cette marge ne suffit pas. C'est le travail qui va nous protéger (de la crise)», appelant les Algériens à faire preuve de «patriotisme économique» en veillant à ne pas gaspiller les ressources de la nation. S. K./APS

Coopération

Des industriels jordaniens examinent à Alger les opportunités de partenariat

Près d'une vingtaine d'hommes d'affaires jordaniens ont examiné, lundi à Alger, les opportunités de partenariat en Algérie et les perspectives de concrétisation de projets dans plusieurs secteurs, à l'instar des industries pharmaceutique et alimentaire, du bâtiment et de l'ingénierie. Lors des travaux d'un forum d'affaires, les industriels jordaniens ont exprimé le souhait de découvrir le marché algérien et les lois régissant l'investissement, se disant satisfaits du climat d'affaires qui y règne. Certains d'entre eux ont appelé à annuler, pour les petits partenariats, la règle 51/49% régissant l'investissement étranger en Algérie. Lors de cette rencontre, organisée par l'Organisation jordanienne de développement des projets économiques (JEDCO) et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Raed Achhab, directeur général des laboratoires jordaniens «Hikma pharmaceuticals» pour les produits pharmaceutiques, installé depuis 21 ans en Algérie, a indiqué dans une déclaration à l'APS que «les difficultés rencontrées en Algérie étaient similaires à celles rencontrées dans d'autres pays», soulignant que sa société qui a investi en Algérie plus de 100 millions de dollars aspirait à augmenter ses investissements dans ce pays. Il a annoncé la réalisation d'un

projet d'une nouvelle usine de production de médicaments pour le diabète et le cancer à Sidi Abdallah, qui est actuellement en cours d'études, sans donner davantage de précisions. La Jordanie est un pays leader dans l'industrie pharmaceutique dans le monde arabe, car exportant ses médicaments à 56 pays à travers le monde dont l'Algérie. Par ailleurs, l'ambassadeur jordanien en Algérie, Ahmed Jardat, a regretté que les échanges entre l'Algérie et la Jordanie «n'atteignent pas le niveau escompté», appelant les investisseurs des deux pays à «tirer profit de la stabilité et de la sécurité qui règnent dans les deux pays, situés dans une région arabe agitée». L'Algérie a importé de la Jordanie 155,5 millions de dollars en 2014 (contre 174,2 millions de dollars en 2013) essentiellement des médicaments et des engrais, tandis qu'elle a exporté 6 millions de dollars (contre 8,2 millions de dollars en 2013) dont des équipements et des produits alimentaires, selon les données de la CACI. De son côté, Riad Amor, vice-président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), a appelé les industriels jordaniens à «saisir les opportunités d'investissement et de partenariat offertes par l'Algérie, un pays stable financièrement et économiquement et ouvert aux marchés

maghrébins, africains et européens». La faiblesse des échanges entre les deux pays «traduit la faiblesse des échanges inter-arabes qui n'excèdent pas 11% contre 60% entre Etats européens et 50% en Amérique», a-t-il précisé. Il a expliqué que le manque de logistique, la hausse des taxes douanières, la différence des normes et habitudes de consommation sont à l'origine de cette disparité. A une question sur la nature et volume des investissements jordaniens en Algérie, Khaled Saoub, de l'instance jordanienne d'investissement, a rappelé que quatre usines jordaniennes activant dans l'industrie pharmaceutique étaient installées dans la ville de Sidi Abdallah (Alger-ouest) en plus de deux banques, à savoir Arab Bank et Housing Bank. «De nouveaux projets jordaniens dans l'industrie pharmaceutique et la transformation des viandes ont été soumis au gouvernement», a fait savoir le même responsable, ajoutant que d'autres projets dans le domaine de l'hôtellerie sont en cours d'examen». L'apport du secteur industriel, qui emploie 15% de la force active, dans le PIB jordanien a été porté à 25%. Les produits industriels représentent 90% des exportations globales de la Jordanie qui ont atteint 6 milliards de dollars en 2014. Said O.

Avec des taux pétroliers mitigés Forte baisse des frets secs

LES PRIX des transports de matières premières sèches ont terminé en forte baisse la semaine dernière, dans un marché toujours lesté par l'excès d'offre de navires, tandis que les taux des pétroliers ont connu une semaine à deux vitesses. Indice phare du marché, le Baltic Dry Index (BDI), qui fournit une estimation moyenne des tarifs pratiqués sur 20 routes de transport en vrac de matières sèches (minerais, charbon, métaux, céréales, etc.) a fini vendredi à 721 points, contre 774 points une semaine auparavant, soit un minimum en quatre mois et demi. Les tarifs sur le marché des navires «Capesize», ces bateaux forcés par leur taille imposante à naviguer au large des caps Horn et de Bonne-Espérance, ont baissé faute de cargaisons suffisantes à transporter pour le nombre de bateaux disponibles. Le Baltic Capesize Index 2014 (BCI 2014) a ainsi terminé la semaine à 1 229 points, un plus bas depuis un mois et demi, contre 1 461 points une semaine auparavant. Le Baltic Panamax Index (BPI), qui synthétise les tarifs pour quatre routes (la plupart pour les céréales) empruntées par des navires de la catégorie «Panamax» a également terminé en baisse vendredi à 675 points, un plus bas depuis plus de quatre mois et demi, contre 683 points une semaine auparavant. De leur côté, les cours des bateaux transportant des produits pétroliers ont continué d'être affectés par une activité modeste et une offre excédentaire de navires. Le Baltic Clean Tanker Index (BCTI), moyenne des prix pratiqués sur six routes de produits pétroliers raffinés (essence, gaz liquéfié, fioul de chauffage, etc.), a terminé à 464 points vendredi, atteignant un nouveau plus bas depuis novembre 2009, contre 474 points une semaine auparavant. Par contre, l'indice Baltic Dirty Tanker Index (BDTI), moyenne des taux pratiqués sur dix-sept routes de transport de pétrole brut et de fioul lourd, a fini vendredi à 788 points contre 739 points la semaine précédente, signant un plus haut en trois semaines. Les analystes disent s'attendre à cette période de l'année à «voir une pression à la hausse sur les prix en raison d'une combinaison de retards dus aux intempéries et à la fin de la saison mondiale de maintenance des raffineries».

Anis F.

Intervention de la Russie en Syrie contre le terrorisme

La fin de l'hégémonie américaine

■ Pour la première fois, l'armée russe intervient en dehors de ses frontières dans la lutte contre le terrorisme en Syrie, sur demande du Président Bachar al Assad, à travers des frappes aériennes contre Daesh ou l'Etat islamique (EI) et d'autres groupes terroristes. Cette intervention directe marque la fin du monde unipolaire qui, depuis 1990 avec la chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétique (URSS), a fait des Etats-Unis l'unique superpuissance qui a régenté le monde à sa guise.

Par Houria Ait Kaci

Le 28 septembre, le Président Vladimir Poutine a souligné dans un discours historique, à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU : «Après la fin de la Guerre froide et la mise en place d'un ordre mondial unipolaire, certains pays ont décidé d'agir sans l'aval de l'ONU», bien que le gouvernement russe s'est déclaré pour «un monde véritablement multipolaire, sans hégémonie». Mais «ceux qui se sont retrouvés au sommet de cette pyramide ont eu la tentation de penser que s'ils étaient si puissants et exceptionnels, qu'ils savaient par conséquent mieux que les autres ce qu'il faut faire», a-t-il poursuivi. «Je suis convaincu qu'en agissant ensemble, nous rendrons le monde plus stable et plus sûr, en évitant une confrontation globale», a souligné Poutine, pour qui «le maintien de la paix reste la priorité».

L'intervention de la Russie pour soutenir son allié syrien, a été ressentie comme un espoir de paix par les peuples de la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui subissent le diktat des groupes terroristes, exécutants du plan américain du Grand Moyen-Orient (GMO) de G. Bush, visant à démembrer les pays de la région par un «chaos constructeur», qui en réalité recouvre un pillage pur et simple des ressources pétrolières et gazières de la région et un redécoupage géopolitique en faveur d'Israël pour demeurer l'unique puissance dominante.

Echec du GMO

Le conflit en Syrie ayant surgi à la faveur du «Printemps arabe» en 2011, a comme soubassement essentiel la lutte pour le contrôle des richesses pétrolières et gazières de ce pays, comme le soutiennent plusieurs analystes. Selon Valentin Vasilescu : «L'unique objectif de Washington en Syrie est de destituer Bachar al-Assad et de le remplacer par une marionnette américaine capable de mettre en œuvre le plan de Qatar Petroleum (soutenu par l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et les Etats-Unis), pour remplacer le russe Gazprom sur le marché européen du gaz naturel et du pétrole brut. C'est l'opposition de Bacha El-Assad à ce plan qui a déclenché l'utilisation de forces extérieures et la guerre civile de la Syrie».

Thierry Meyssan révèle, lui, que «la découverte de réserves de gaz en Syrie plus importantes que celles du Qatar», a provoqué une guerre contre la Syrie. «Les gouvernements français, états-unien, britannique et israélien ont conclu une alliance pour détruire la Syrie et voler son gaz», alors que Damas a signé, en 2013, des contrats avec des entreprises russes pour l'exploitation future de ces réserves.

Le «Printemps Arabe» qui a surfé sur les aspirations aux changements des peuples arabes, devait substituer aux gouvernements autoritaires, laïcs, nationalistes, des gouvernements islamistes dirigés en sous main par l'empire anglo-américain. Ses objectifs n'ont pas été totalement atteints tout comme le GMO, malgré le nombre élevé de victimes, de



Ph. > D. R.

destructions, n'a pas réussi à démembrer les Etats nationaux pour les remplacer par des entités confessionnelles (sunnites, chiites, kurdes) qui curieusement excluent les chrétiens. Ils étaient poussés à l'exil massif, comme pour expurger le Proche-Orient de toute présence chrétienne, témoin historique gênant pour la nouvelle carte géopolitique.

Le «chaos constructeur» qui a servi aux groupes terroristes pour occuper certaines régions en raison du vide laissé par le départ des anciennes autorités, a bénéficié de la confusion créée autour des revendications démocratiques et sociales légitimes des peuples et leur récupération par les islamistes qui se tenaient prêts à être débarqués des capitales occidentales,

extrémistes. «Nous avons reconnu à contrecœur le lien entre une forme agressive d'extrémisme et toutes les autres formes d'extrémisme. Pendant des décennies, nous avons à tort fait une différence entre ces deux formes. Au nom de multiculturalisme, nous avons toléré et même salué des idées, un modèle de comportement et l'activité d'organisations qui semaient la division et l'intolérance», a souligné le chef de la diplomatie britannique.

Cet aveu de Londres, où est né le Mouvement des Frères Musulmans (premier mouvement islamiste) indique bien que la «Mecque» des islamistes, a compris que le vent a tourné et

apportée par le revirement de la position américaine sur la Syrie, confirmée à la réunion internationale de Vienne qui a pris fin par un accord sur l'unité territoriale de la Syrie. Selon le Secrétaire d'Etat John Kerry, les participants à la réunion, ont convenu de considérer «l'unité de la Syrie, son indépendance, son intégrité territoriale et son aspect laïc comme "principaux" et d'accélérer les efforts diplomatiques en vue de mettre fin à la guerre». «Nous avons convenu de lutter contre Daesh et contre les autres réseaux terroristes», a-t-il assuré.

Un accord a été également trouvé pour réunir le gouvernement syrien et l'opposition en vue d'engager un processus politique pour parvenir à un compromis et à des élections avec la participation de tous les Syriens et sous observation des Nations unies. Cependant le départ du Président Assad comme préalable à toute solution politique, revendiqué par certains pays, n'a pas été retenu et qu'il appartient au peuple syrien d'en décider.

L'échec du GMO, s'il est avant tout le résultat de la résistance des peuples et des forces armées des pays ciblés, il faut aussi souligner que ce résultat a pu être obtenu grâce au soutien qui leur

a été apporté par des pays comme l'Iran et la Russie bien qu'eux-mêmes subissent les sanctions occidentales. Cette résistance a pu ouvrir la voie aujourd'hui à une nouvelle donne en Syrie qui permet de modifier les rapports de force dans la région, en obligeant les Etats-Unis et leurs alliés à revoir leur copie.



telles que Londres, pour prendre place au sommet d'un nouvel Etat islamique.

Londres vient justement de faire son mea-culpa, en avouant avoir fermé les yeux sur les activités des groupes

qu'il ne pourra plus laisser les groupes terroristes déstabiliser des pays souverains. La City qui a un bon flair pour les affaires, a bien senti que le temps où l'axe Londres-Washington-Tel Aviv décidait de tout ce qui était bon ou mauvais au Moyen-Orient, a pris fin.

La preuve de l'échec du GMO est

Entamées le 30 septembre, les frappes russes contre les groupes terroristes en Syrie, à la demande du président Bachar al-Assad, ont, après un mois, réalisé 1 391 sorties qui ont détruit 1 623 sites des terroristes, 786 camps et bases, 249 postes de commandement et de télécommunications, 371 points d'appui des terroristes ainsi que 35 usines et ateliers de fabrication de munitions et 131 dépôts de munitions et de combustible, selon les sources militaires russes.

L'implication de la Russie en Syrie : premier rayon d'espoir

Le 7 octobre, les tirs de missiles contre des sites de l'EI à partir de navires russes situés en mer Caspienne (sur une distance de 1 500 km), atteignant leurs cibles avec précision, ont surpris tout le monde.

En même temps, l'armée syrienne continue son offensive et libère des agglomérations sous contrôle de l'EI, qui regroupe 40 à 50 000 hommes et subissant plusieurs pertes. Sous les feux russes, plusieurs terroristes quittent la zone des hostilités ou s'apprêtent à le faire pour se rendre en Irak, en Lybie, au Yémen. Dans ce dernier pays, quatre avions de ligne turcs, qatari et émiratis, embarquant 500 terroristes de Daesh sont arrivés à l'aéroport d'Aden, via la Turquie, a révélé le porte-parole de l'armée syrienne.

Par contre, la fuite vers l'Irak sera désormais difficile après l'autorisation que ce pays vient d'accorder à la Russie pour mener des frappes sur le territoire irakien contre les terroristes de l'EI qui s'enfuient de la Syrie vers l'Irak. Ce qui permettra également de couper les voies utilisées pour approvisionner les terroristes syriens depuis l'Irak, selon un député irakien, qui reconnaît que le centre d'information conjoint à Baghdad regroupant la Russie, la Syrie, l'Irak, et l'Iran, fournit «des renseignements très importants».

Le président Poutine a affirmé dès le début des opérations que l'aviation russe n'attaque que les groupes terroristes en Syrie, accompagnant les offensives terrestres des troupes syriennes pour anéantir l'EI avant de revenir à une solution politique. «Nous partons du fait que sur la base de la dynamique positive obtenue lors des actions militaires, un règlement durable peut être atteint sur la base d'un processus politique avec la participation de toutes les forces politiques, des groupes ethniques et religieux. En fin de compte, le dernier mot doit appartenir au peuple syrien», a-t-il dit.

Le revirement américain sur le conflit syrien se reflète à travers une opinion opposée à «la mentalité de la guerre froide» qui s'exprime, comme dans le *New York Times*, qui appelle à «une coordination entre Moscou et Washington pour sortir de la crise actuelle» et une «coalition régionale plus large» pour lutter contre l'Etat islamique (EI). Pour ce quotidien américain, «l'implication de la Russie dans



la crise syrienne pourrait constituer le premier rayon d'espoir en vue de mettre fin au cauchemar qui y règne». Il ajoute que «les fonctionnaires américains doivent cesser de taper du poing sur la table à cause de l'implication russe dans le conflit syrien, comprendre que la guerre froide appartient au passé et qu'il est grand temps de se mettre à la gestion des affaires d'Etat».

La Russie a mis fin à l'hégémonie mondiale des USA

Le retour en force de la Russie sur la scène proche orientale confirme la fin de l'hégémonie américaine dans cette région et dans le reste du monde. Les Etats-Unis doivent désormais composer avec d'autres grandes puissances qui ont émergé au cours des deux dernières décennies, après un règne sans partage depuis l'effondrement du Bloc soviétique en 1990 et la fin de la Guerre froide. Le monde unipolaire a pris fin et cède la place au monde multipolaire et un nouvel ordre des relations internationales.

«La Russie a mis fin à l'hégémonie mondiale des USA» et l'ancien ordre du monde, où les Etats-Unis jouaient un rôle dominant, a désormais touché à sa fin. Les derniers événements survenus dans l'arène politique internationale, ont marqué un tournant majeur et également le début d'une nouvelle ère où les rapports de force ont définitivement changé. «L'époque de la domination occidentale n'est aujourd'hui que du passé et l'Amérique n'a plus d'incidence déterminante sur l'ordre mondial», écrit le magazine allemand *Der Spiegel*.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry, a admis : «Le monde d'aujourd'hui est multipolaire. Cependant, les Etats-Unis sont plus que jamais impliqués dans les affaires internationales», a-t-il déclaré dans son intervention

sur le Proche-Orient à la Fondation Carnegie pour la paix internationale à Washington. Kerry a également souligné que la région du Proche-Orient est importante pour les Etats-Unis, mais «pas seulement à cause du pétrole», mais pour «les intérêts nationaux américains» et parce que «des partenaires et des amis cruciaux» de Washington se trouvent également dans la région.

Les propos de Kerry se sont vérifiés tout de suite après, avec la décision du Président Obama, de déployer une cinquantaine de militaires des forces d'opérations spéciales américaines dans le nord de la Syrie, là où les forces kurdes combattent Daesh. Ce qui confirme la poursuite par les Etats-Unis des objectifs de leur plan de démantèlement de la Syrie en plusieurs Etats confessionnels, dont un Etat kurde et aussi leur résistance à l'avènement du monde multipolaire, en cherchant à conserver à tout prix leur place d'unique superpuissance.

Derrière Poutine il y a le BRICS

Or il faut bien admettre certes que les Etats-Unis ne perdent pas leur rôle de puissance mondiale, mais ils ne sont plus la seule puissance, avec l'émergence de deux autres puissances : la Russie et la Chine. Après avoir été reléguée au rang de puissance «régionale» durant la période ayant suivi l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie est redevenue une superpuissance mondiale, en retrouvant «ses véritables valeurs» à partir des années 2000, selon Mikhaïl Gamandiy-Egorov. Ces changements ne se sont pas faits du jour au lendemain et le processus qui a pris du temps se poursuit encore et de saluer la venue de «l'ère multipolaire où les peuples du monde auront de nouveau le libre choix de leurs alliés et partenaires».

Le retour en force sur la scène internationale de la Russie, puissance nucléaire, s'explique avant tout par la modernisation de ses forces armées. Selon une étude du Crédit Suisse intitulée «La fin de la mondialisation ou un monde plus multipolaire ?», l'armée américaine classée première, est suivie de celles de la Russie et de la Chine. Les nouvelles armes et technologies utilisées en Syrie ont surpris, selon les observateurs, ceux qui tablaient sur l'affaiblissement de la Russie par les sanctions et la chute du prix du pétrole.

Mais derrière Poutine, dont le taux de popularité bat tous les records (89,9%, selon le dernier sondage), il y a le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), bloc au sein duquel la Russie en réaction aux sanctions de l'Occident, a renforcé son rôle et son poids économique et politique, tout comme au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), par une alliance stratégique avec la Chine. Les deux organisations ont tenu leur dernier sommet en Russie le 9 juillet dernier, qui a annoncé l'intention de ce groupe de puissances émergentes d'assumer leur rôle dans le nouveau monde multipolaire.

«Nous avons convenu d'intensifier les efforts coordonnés pour répondre aux défis émergents, assurer la paix et la sécurité, la promotion du développement d'une manière durable, visant à l'élimination de la pauvreté, de l'inégalité et du chômage pour le bénéfice de nos peuples et la communauté internationale. Nous avons confirmé notre intention de renforcer le rôle collectif de nos pays dans les affaires internationales», disait la déclaration finale de ce sommet.

L'Alliance BRICS qui se veut un modèle de «partenariat équitable» capable d'assurer «la gouvernance mondiale», «la sécurité mondiale» et d'un

«nouveau type de relations internationales gagnant-gagnant», s'est dotée d'institutions financières, dont la Banque de développement d'un capital de 100 milliards de dollars, un pool de réserves financières de 200 milliards de dollars, ainsi qu'un accord sur les conditions d'entraide en cas de crise et la possibilité de généraliser le paiement dans les monnaies nationales dans les échanges inter-BRICS, véritable alternative au FMI et Banque mondiale et sonnante le glas de l'hégémonie du dollar US dans les échanges monétaires internationaux. L'OCS surnommée «le nouveau G8», s'est élargie à deux nouveaux membres, l'Inde et le Pakistan, en attendant l'Iran, autre allié stratégique de poids, qui va pouvoir rejoindre cette organisation, dès la levée des sanctions contre ce pays. L'OCS va ainsi augmenter son potentiel économique et ses capacités à faire face aux «nouvelles menaces et défis sécuritaires».

S'agissant du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le BRICS avait annoncé un plus grand engagement dans la recherche de solution aux «crises violentes dues aux actions terroristes de l'Etat dit islamique». Le Président Poutine avait averti : «L'ajustement de tout ce qui se déroulait sur l'arène internationale est totalement nécessaire». Quelques mois après aux Nations unies (où les pays BRICS coordonnent leur action diplomatique), Poutine a parlé d'une «stratégie inclusive de reconstruction du Proche-Orient» et a appelé à une large coalition internationale contre le terrorisme. Son appel sera-t-il entendu ? Les pays musulmans saisiront-ils la main tendue par Moscou dans l'intérêt de la paix et des peuples de la région ou continueront-ils à céder aux chants des sirènes des instigateurs de faux clivages et de divisions artificielles ?



Réunion tripartite sur la crise libyenne à Alger

Convergence de vues sur une solution politique libyenne souveraine

■ L'Algérie, l'Égypte et l'Italie ont convenu, lundi à Alger, de poursuivre leurs concertations autour de la crise libyenne à travers les rencontres communes dans le cadre des efforts pour le règlement du conflit dans ce pays par le dialogue inclusif devant aboutir à une décision souveraine impliquant toutes les parties libyennes.

Par Halim T.

La position des trois pays a été exprimée lors de la réunion tripartite ayant regroupé, du côté algérien, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Sameh Choukry, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukry, et le ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Paolo Gentiloni, pour examiner la situation en Libye dans le cadre des concertations engagées par ces pays.

Lors de cette troisième réunion du genre, les trois responsables ont fait part de la convergence de vues sur «la nécessité urgente de former un gouvernement de transition en Libye, basé sur un large consensus interlibyen».

Pour les ministres, ce staff exécutif représentant toutes les franges du peuple libyen aura pour mission la gestion de «la période transitoire», à même de faire face aux défis qui s'imposent aux Libyens notamment sur les plans économique et sécuritaire.

M. Messahel a affirmé que la réunion traduit «la préoccupation des trois pays quant à la situation en Libye, et celle des pays voisins du bassin méditerranéen et de la région du Sahel».

Pour le ministre algérien, la rencontre a permis l'expression

de la «convergence totale de vues sur l'importance de poursuivre les concertations afin d'aboutir à un règlement politique susceptible de mettre fin à la crise libyenne et préserver la sécurité ainsi que la souveraineté de ce pays».

M. Messahel a, en outre, réaffirmé «le soutien constant de l'Algérie aux efforts de l'ONU visant à rapprocher les positions entre les parties libyennes et la formation d'un gouvernement d'union nationale».

M. Messahel a, dans ce sens, insisté sur la légitimité de ce gouvernement qui jouera le rôle d'«interlocuteur de la communauté internationale et des partenaires de la Libye aux niveaux régional et international».

A ce propos, il a affirmé que le projet d'accord politique onusien pour le règlement de la crise libyenne est «suffisamment consensuel» et «rassurant», appelant les parties libyennes à «placer l'intérêt du peuple libyen au dessus de toute considération» de manière à «réaliser les aspirations du peuple libyen à une vie digne, à la paix et à la quiétude». «Aujourd'hui et au vu de l'ampleur et de la gravité des défis sécuritaires qui se posent à la Libye, notamment ceux liés au terrorisme et à la criminalité, il est impératif de parvenir à un consensus entre les partenaires libyens à même de préserver la Libye du chaos», a ajouté M. Messahel.



Sameh Choukry



Abdelkader Messahel



Paolo Gentiloni

De son côté, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Choukry, a souligné, dans une allocution à l'ouverture des travaux de la réunion tripartite, l'importance de «poursuivre le travail commun pour la formation d'un gouvernement d'union nationale en Libye et d'apporter le soutien nécessaire au peuple libyen afin de concrétiser ses aspirations sur le terrain».

«Nous œuvrons ensemble pour instaurer la paix et la sécurité en Libye et l'élimination du terrorisme, ce fléau qui menace non seulement la Libye, mais toute la région», a-t-il soutenu.

A propos du projet d'accord onusien pour un règlement de la crise en Libye, M. Choukry a estimé qu'il (le projet) constituait un «cadre fédérateur qui sert l'intérêt du peuple libyen» face aux défis qui se posent au pays, affirmant que l'Égypte «soutient et salue les efforts des Nations unies pour la formation d'un gouvernement d'union nationale dans ce pays».

Le ministre égyptien a estimé, dans ce contexte, que le peuple

libyen est seul à même de décider de son sort dans un cadre qui garantit la sécurité et la stabilité de la Libye et préserve son intégrité territoriale.

Il a, en outre, appelé la communauté internationale à «soutenir le gouvernement d'union nationale libyen, après sa formation, pour répondre aux attentes des Libyens».

Quant au ministre italien des Affaires étrangères, M. Gentiloni, il a réitéré le soutien de son pays en faveur d'un accord politique devant aboutir à la constitution d'un gouvernement d'union nationale en Libye, affirmant, à cet égard, que l'Italie soutient les efforts allant dans ce sens de manière à contribuer à instaurer la paix et la sécurité dans la région et en Méditerranée.

«La décision d'aller vers un gouvernement d'union nationale est entre les mains du peuple libyen et de ses institutions», a-t-il affirmé, mettant l'accent sur «le respect de la souveraineté de la Libye».

Il a, en outre, précisé qu'à travers cette réunion tripartite, les

trois pays «transmettent un message de paix» à la Libye, réitérant par la même occasion leur «disponibilité à soutenir et accompagner le processus de stabilisation et de reconstruction de la Libye».

Pour M. Gentiloni, il s'agit, en effet, de répondre aux attentes des Libyens qui aspirent, a-t-il dit, «à recouvrer la paix et la stabilité dans leur pays».

A cette occasion, le chef de la diplomatie italienne a exprimé son souhait de voir l'émissaire onusien en Libye, Bernardino Leon, poursuivre sa mission dont la priorité est «la formation d'un gouvernement d'union nationale». Par ailleurs, l'Algérie et l'Égypte entretiennent des concertations dans le cadre du groupe des pays voisins de la Libye créé à Alger en 2014 à l'initiative de l'Algérie et regroupant également la Libye, la Tunisie, le Soudan, le Tchad et le Niger. Une septième réunion de ce cadre de concertation et de suivi se tiendra en novembre courant à Alger.

H. T./APS

Négociations du secteur privé en Tunisie

Les parties s'accusent, le ministère tempère

La séance de négociations sur la majoration salariale du secteur privé entre l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et l'artisanat (UTICA), tenue lundi, au siège du ministère des Affaires sociales, s'est achevée par un échec, chacune des deux parties rejetant la responsabilité de l'impasse sur l'autre.

Cet échec a été illustré par le retrait de la délégation de l'organisation ouvrière de la séance et la persistance de divergences de vue autour de nombre de questions encore en suspens.

«Les résultats sont en deçà de nos attentes. Nous avons espéré voir se profiler d'autres positions qui permettent de réaliser une avancée dans les négociations», a regretté le vice-secrétaire général adjoint de l'UGTT, Noureddine Tabbouci.

«Des divergences persistent encore au niveau de l'accord-cadre, préalable

nécessaire et question-clé pour l'organisation ouvrière», a-t-il dit.

La proposition formulée par le patronat n'est autre qu'une «farce», a-t-il encore déploré. De son côté, le secrétaire général adjoint de l'UGTT, Belgacem Ayari, a fait état de «désaccord» avec l'organisation du patronat sur l'effet rétroactif des majorations à partir du 1^{er} mai.

«Cette date est de mise depuis plus de 20 ans, dès lors qu'elle coïncide avec la fête du travail, une occasion pour revoir le pouvoir d'achat des employés», a-t-il expliqué. Ayari a fustigé la proposition formulée par l'organisation du patronat. La proposition de l'UTICA ne répond nullement au seuil minimum requis pour les majorations salariales.

«La commission administrative nationale de l'UGTT tiendra prochainement une réunion en vue de prendre les déci-

sions appropriées au sujet des négociations sociales du secteur privé», a-t-il annoncé.

De même, le groupement du secteur privé devait être convoqué, hier à 15h, pour délibérer sur la même question.

Evoquant l'alternative des négociations en dehors de la Centrale syndicale, Ayari a affirmé que si l'organisation du patronat adhère à cette forme de négociations, chaque syndicat de base sera appelé à engager des négociations avec chaque entreprise.

En contrepartie, Khelil Ghariani, membre du bureau exécutif de l'UTICA, a réaffirmé la position de principe de l'organisation du patronat. «Il s'agit de fixer le taux de la majoration salariale avant de convenir de la date de son entrée en vigueur», a-t-il précisé.

Etayant la même position, son collègue du bureau exécutif de l'UTICA,

Mustapha Tlili, a indiqué que l'organisation ouvrière a avancé une proposition de majoration d'un taux de 15% qualifiée d'«exorbitante», au vu de la conjoncture économique du pays et des difficultés qu'endurent les entreprises.

Quant au ministre des Affaires sociales, Ahmed Ammar Youmbaï, il affiche un optimisme modéré quant à l'avenir des négociations.

«Chacune des deux parties a présenté sa propre proposition», a déclaré le ministre aux médias après l'interruption de la séance, soulignant l'engagement du ministère à rapprocher davantage les positions. «Une séance aura lieu dans les 72 heures à venir afin de parvenir à une solution», a-t-il annoncé à ce propos.

Mondji G./APS



Turquie

Fort de son succès électoral, Erdogan ferme contre les rebelles kurdes et ses rivaux

■ Le régime du président Recep Tayyip Erdogan a confirmé hier sa ligne de fermeté après sa victoire aux législatives en poursuivant ses opérations contre les rebelles kurdes et la traque de ses rivaux, balayant les critiques qui s'inquiètent d'un nouveau tour de vis autoritaire.

Par Ali O.

Deux jours à peine après le scrutin, l'état-major de l'armée a annoncé que ses avions avaient mené lundi une série de frappes contre des objectifs du Parti des travailleurs des Kurdistan (PKK), aussi bien dans la province frontalière turque d'Hakkari (sud-est) que dans les montagnes du nord de l'Irak.

«Les caches et les emplacements d'armes de l'organisation terroriste (...) ont été anéantis», a proclamé le commandement militaire sur son site internet.

Hier à l'aube, la police turque a lancé un nouveau coup de filet contre l'ennemi-juré du chef de l'État, l'imam Fethullah Gülen, en interpellant une quarantaine de ses partisans présumés à Izmir (ouest) et dans une vingtaine d'autres villes du pays.

M. Erdogan a déclaré la guerre il y a deux ans à M. Gülen et à son organisation, qu'il accusait de comploter pour provoquer sa chute.

Son Parti de la justice et du développement (AKP) a remporté dimanche les élections législatives avec 49,4% des suffrages, près de 10% de plus que lors du scrutin du 7 juin, et retrouvé sa



ph. > D. R.

majorité absolue perdue il y a cinq mois. Ce triomphe a ravivé les inquiétudes des détracteurs de M. Erdogan, qui craignent qu'il profite de sa nouvelle légitimité pour renforcer sa mainmise sur le pays et ne multiplie les pressions sur l'opposition et la presse. «Faute d'institutions capables de faire respecter l'équilibre des pouvoirs dans un régime fort, il est normal de s'inquiéter d'un éventuel renforcement des pratiques

autoritaires en Turquie», a jugé l'analyste Kemal Kirisci, de la Brookings Institution. Dans une déclaration d'une rare fermeté, la Maison-Blanche s'est ainsi émue lundi soir des «pressions» et des «intimidations» visant les médias turcs. Sur la même ligne, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont déploré les nombreuses «interventions dans l'autonomie éditoriale» de la presse de la part du pouvoir.

Piqué au vif, le vice-Premier ministre Alçın Akdoğan a vigoureusement riposté hier. «Il n'y a pas de pressions sur les médias. Personne n'est obligé de se taire

dans ce pays», a-t-il assuré sur la chaîne d'information NTV. Mais ce fidèle du président a aussitôt justifié les nombreuses procédures judiciaires visant les journalistes. «Il ne peut y avoir de bouclier protégeant les médias, vous ne pouvez pas profiter des insultes», a réaffirmé M. Akdoğan. Lundi encore, la police a arrêté deux responsables du magazine *Nokta*, qui présentait en «une» de son dernier numéro la victoire du parti de M. Erdogan comme «le début de la guerre civile en Turquie», et saisi sa dernière édition. Sur le conflit kurde, M. Akdoğan a confirmé hier le discours de fermeté de son gouver-

nement. «Tant qu'il y a le terreur, le gouvernement combattra le terreur», a-t-il asséné, «les citoyens ont montré ce qu'ils pensaient de l'organisation (PKK)». Le triomphe électoral de l'AKP est interprété comme l'expression d'un désir de stabilité des électeurs turcs, dans un pays confronté à la reprise depuis l'été des affrontements meurtriers entre le PKK et les forces de sécurité turques et à la violence jihadiste, après l'attentat qui a fait 102 morts le 10 octobre à Ankara.

M. Erdogan et son Premier ministre Ahmet Davutoglu ont fait campagne en se posant en garants de la sécurité et de l'unité du pays. Le vice-Premier ministre a répété hier que les discussions de paix avec les rebelles kurdes, suspendues depuis l'été, ne pourraient reprendre que s'ils acceptaient «d'enterrer les armes». «Après ça seulement on pourra passer à autre chose», a-t-il dit. Dans une déclaration relayée hier par l'agence de presse kurde *Firatnews*, le PKK a qualifié la victoire de l'AKP de «coup d'État politique». «Le nouveau gouvernement a un programme politique d'une seule mesure: la guerre», a-t-il déploré.

Seul maître de la Turquie depuis 2003, M. Erdogan est de plus en plus contesté pour ses pratiques jugées autoritaires, aussi bien en Turquie qu'à l'étranger. A. O.



Points chauds

Controverse

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis plusieurs années le gouvernement israélien mené par Benjamin Netanyahu tente d'imposer une loi pour la reconnaissance d'Israël en tant qu'État juif. Une distinction qu'ont longtemps combattu de nombreux parlementaires arabes israéliens et qui a été maintes fois critiquée, même si plutôt légèrement, par des diplomates occidentaux qui craignaient de voir susciter plus de tension encore avec le camp palestinien. Mais surtout la crainte de voir Jérusalem être officiellement considéré comme une terre juive et non plus comme un lieu sacré pour les trois religions monothéistes faisait craindre des réactions brutales de la part de la population palestinienne. Cette loi qui devait être votée il y a quelques jours a toutefois été soudainement retirée par le Premier ministre lui-même. En effet, le Comité ministériel pour la législation n'a pas voté la semaine dernière le projet de loi qui consacrerait le statut d'Israël comme État juif, après que Benjamin Netanyahu ait retiré cette mesure de l'ordre du jour. Le parti au pouvoir a déclaré que le projet qui s'était présenté au débat sous diverses formes au cours des dernières années, sera discuté par un comité spécial composé de membres de la Knesset issus des différents partis de la coalition. Mais une source de ce comité spécial a été citée par le quotidien israélien *Haaretz*, affirmant que Netanyahu cherchait à «dissoudre» toute discussion du projet de loi. Le projet de loi consacrerait divers symboles tels que le drapeau et l'hymne national, ainsi que des questions telles que le statut de Jérusalem et le droit des Juifs à immigrer vers le pays. Après sa réélection en mars, Netanyahu a promis que son nouveau gouvernement adopterait une version adoucie du projet de loi. Cependant, le ministre des Finances, Moshe Kahlon, qui préside le parti de la coalition Koulanou, a exprimé son opposition. Avi Dichter, député de la Knesset membre du Likud, qui a formulé la dernière version du projet de loi, a affirmé que la décision d'abandonner ce dispositif était un «badge de la honte» pour la droite et, dans un communiqué publié, a promis de redoubler d'efforts pour la promouvoir. Durant cette période de conflit extrême qui fait craindre une troisième Intifada, le Premier ministre israélien a visiblement décidé de mettre de côté, momentanément du moins, son habituelle politique de la provocation pour s'essayer à la diplomatie et au pragmatisme en tentant de ne pas rendre une situation déjà très difficile insoutenable. Reste à savoir, néanmoins, si ce projet sera de nouveau présenté rapidement ou si le retrait de ce projet de loi controversé s'étendra dans le temps.

F. M.

Cisjordanie

L'armée israélienne ferme une radio palestinienne à Hébron

L'armée israélienne a fermé dans la nuit de lundi à hier la radio palestinienne al-Hourriya à Hébron et confisqué le matériel de cette station très écoutée, accusée par Israël d'encourager les violences dans ce secteur agité de Cisjordanie occupée, ont indiqué l'armée et la radio.

Un responsable de la radio a accusé les soldats israéliens d'avoir tout détruit lors de leur opération.

Un photographe de l'AFP qui s'est rendu sur place en matinée a fait état de dégâts considérables: équipement arraché des murs, meubles renversés, panneaux pendant des cloisons.

Vers 02h00, des dizaines de soldats se sont approchés du bâtiment, a expliqué Ayman al-Qawasmî, directeur administratif d'al-Hourriya, dans une vidéo diffusée par la station.

Nous avons d'abord cru à des arrestations dans le quartier mais nous avons été surpris de voir que leur objectif, c'étaient nos locaux, a-t-il dit. Ils ont tout détruit à l'intérieur, ils ont confisqué le matériel de diffusion, les micros, les tables de mixage et même de l'argent qui se trouvait dans nos locaux.

Al-Hourriya a été informée qu'elle était fermée jusqu'au 16 avril, a indiqué le syndicat des journalistes palestiniens, qui a dénoncé un crime qui reflète la mentalité barbare et terroriste des forces d'occupation à l'encontre des médias palestiniens.

L'armée israélienne a accusé Al-Hourriya de jouer un rôle moteur dans les violences qui secouent actuellement Hébron et ses environs.

Al-Hourriya encourage les attaques au couteau, les émeutes violentes et diffuse des informations fausses et malveillantes en prétendant que les forces de sécurité (israéliennes) exécutent et kidnappent des Palestiniens en vue de provoquer des violences, a dit l'armée dans un communiqué.

La radio glorifie les attentats contre les Israéliens et félicite les familles de ceux qui sont morts en commettant ces attaques, selon l'armée, qui a indiqué que 29 attaques (dont 22 à l'arme blanche) ont été commises en octobre à Hébron par des Palestiniens contre des Israéliens. Grâce à un important réseau de collaborateurs, Al-Hourriya peut annoncer les attaques ou les

noms des Palestiniens tués et couvrir les manifestations en direct. Comme d'autres médias palestiniens, elle s'est largement fait l'écho de versions contredisant celle des forces israéliennes sur la mort de Palestiniens.

Hébron est actuellement secouée par des heurts quotidiens et des attaques contre des soldats ou des colons israéliens. Une vingtaine de jeunes Palestiniens ont été abattus par les forces israéliennes – et dans un cas par un colon – ces deux dernières semaines dans le secteur.

Le personnel d'al-Hourriya a observé un sit-in hier matin devant le gouvernorat de Hébron pour protester contre l'opération israélienne, menée dans une zone officiellement sous contrôle total des forces palestiniennes.

Selon l'armée israélienne, la radio a été créée en 2002 à Ghaza par le Fatah, le parti du président Mahmoud Abbas, mais son siège a été transféré à Hébron après la prise de pouvoir des islamistes du Hamas à Ghaza en 2007. Al-Hourriya avait déjà été fermée en 2002 puis en 2008.



Avec son sourire habituel

Cheb Khaled enchante ses fans

La salle de spectacles Ahmed-Bey de Constantine a vibré dimanche soir sous les rythmes du raï, offrant au public des moments artistiques de haut niveau. C'est devant un public nombreux que le king du raï, Cheb Khaled, a gratifié l'assistance avec les plus belles chansons de son répertoire. La soirée qui a débuté vers 22 heures a été un véritable moment de folie, mêlant joie, ambiance débridée et rythmes.

Par Abia Selles

Le King du raï, Khaled, qui était tout feu tout flamme dimanche soir à la salle Ahmed-Bey de Constantine, a fait sensation en offrant à ses fans, venus en grand nombre, un concert époustoufflant.

Durant une heure et demie, l'enfant de Sidi-El Houari à Oran a chanté l'amour, la paix, la vie, la souffrance et l'exil, passant aisément d'un thème à un autre, telle une abeille butinant de fleur en fleur.

Khaled, fort d'une maîtrise impressionnante sur scène, a transformé grâce à sa voix phénoménale la soirée en véritable moment de folie, mêlant joie, ambiance débridée et rythmes, distillant un patchwork de ses plus beaux titres, des anciens aux plus récents.

C'est vers 22 heures que la star, souriant, comme d'habitude, de toutes ses dents, fait son entrée sur scène sous une tempête d'applaudissements de ses fans. Il invite l'assistance, sans transition aucune, à voyager avec lui à travers l'espace et le temps, dans une ambiance entièrement dédiée au raï.

Le «King», accompagné d'un orchestre maîtrisant parfaitement son sujet, et aidé d'une excellente sonorisation et d'un bon jeu de lumières, a interprété de sa voix ample «*Ana el marioul*», «*Bkit ala bladi*» et «*Bakhta*» que l'assistance, essentiellement jeune, a repris en chœur dans une remarquable communion festive.

Le public a applaudi chaleureusement la performance de cet artiste qui est tombé tout petit dans la magie musicale. Des chansons comme «*Melha*



dik el beida», «*Chebba*», «*Jatni braya*» et «*Nsi nsi*», entonnées avec le savoureux accent d'Oran, ont littéralement déchaîné le jeune public.

Khaled qui continue à tracer le sentier d'une brillante carrière internationale n'a pas manqué de rendre hommage à Oran, sa ville, à travers «*Rouhi ya Wahran*». Il a également fait voyager le public dans tous les pays du monde arabe en interprétant «*Ana arabia*».

Au fur et à mesure que les

minutes s'égrènent, les rythmes varient allégrement et l'ambiance monte d'un cran lorsque Khaled chante «*Hya li bghat*», puis «*Ouine el harba*» inspirée du célèbre tube d'Ildir «*Zwit rwit*».

La communion avec le public est à son comble et la température de la salle monte de plusieurs crans lorsque Khaled entonne avec le public «*Didi*», le premier grand succès du raï qui a lancé cette musique algérienne à l'international.

Pour clôturer son tour de

chant, Khaled a choisi un autre de ses titres de référence, «*Aïcha*», un morceau tiré du patrimoine authentique du raï, racontant les déboires d'un amoureux dont la «*Leïla*» se prénomme Aïcha, interprétée avec effervescence par un public qui connaît les paroles par cœur.

A.S.

Cinéma/Film de Larbi Lakehal

Premier tour de manivelle de «El-Bayadh, la résistance»

Le premier tour de manivelle d'un film d'histoire «*El-Bayadh, la résistance*» a été donné dimanche à El-Bayadh par son réalisateur, Larbi Lakehal, en présence des autorités de la wilaya, dans le cadre des festivités célébrant le 61^e anniversaire du déclenchement de Révolution du 1^{er} Novembre.

D'une durée de 70 minutes, cette œuvre cinématographique s'inspire des événements et actions historiques vécus par la région d'El-Bayadh durant la guerre de Libération nationale, notamment la période s'étalant entre 1942 et 1962, a indiqué à l'APS le réalisateur.

Cette période, a-t-il expliqué, a été marquée par la naissance du mouvement national dans la région, avec la création des premières cellules du Parti du peuple algérien (PPA) et du Mouvement du triomphe des libertés démocratiques (MTLD), et les visites

de Messali Hadj et Ahmed Benbella qui a lui-même fondé la première cellule de l'Organisation secrète (OS) dans la région d'El-Bayadh.

Ce film retrace la contribution d'une famille locale, témoin de la naissance du mouvement national dans la région d'El-Bayadh, et qui a contribué à l'action révolutionnaire et ce, comme exemple de militantisme et de sacrifices, à l'instar de ce qui s'est produit dans d'autres régions du pays, a affirmé le réalisateur.

Le rôle du père «*Hadj Mohamed*» de cette famille révolutionnaire est incarné par l'acteur Abdennour Chellouch, accompagné dans ce film par de nombreux autres acteurs, dont des jeunes talents artistiques locaux.

Le scénario du film été adapté du roman «*Geryville ou les Sources tariés*» de l'auteur Moussaoui Bessayeh Rabia, en plus de la

consultation d'autres sources académiques et témoignages vivants, dont celui du moudjahid Boualem Baki, a fait savoir M. Lakehal.

Le tournage du film devra s'étaler sur sept semaines, à travers plusieurs sites de la wilaya d'El-Bayadh ayant été le théâtre de hauts faits de moudjahidine, ainsi que de la cruauté et exactions commises par les forces coloniales françaises.

Le réalisateur fait recours, pour les besoins de son film, à des techniques cinématographiques modernes, en réalisation et montage de cette œuvre dont la première projection devrait intervenir à l'occasion de la commémoration de la journée nationale du Chahid, le 18 février prochain, selon les prévisions de Larbi Lakehal.

F.H.

Trois ans après «Gangnam Style»

Un nouvel album de Psy annoncé pour décembre

Le chanteur sud-coréen Psy, dont le clip «*Gangnam Style*» détient toujours le record du nombre de vues sur YouTube, sortira en décembre un nouvel album dans lequel il compte «*revenir à ses racines*», a annoncé hier son agent.

L'artiste était devenu en 2012 une star planétaire avec «*Gangnam Style*», un titre au style volontairement outrancier mettant en scène la désormais populaire danse du cheval, qui

parodiait la vie des riches oisifs d'un quartier chic de Séoul.

Le clip de cette chanson, qui se voulait l'antithèse de la K-pop – la pop sud-coréenne connue pour ses «*boys band*» lisses et ses ritournelles sentimentales – a été vu plus de 2,4 milliards de fois sur YouTube.

Les deux singles qu'il a sortis depuis – «*Gentleman*» en avril 2013 puis «*Hangover*» en juin 2014 en collaboration avec

le rappeur américain Snoop Dogg – sont loin d'avoir connu le même succès.

YG Entertainment, l'agent du chanteur de 37 ans, a annoncé hier la sortie, le 1^{er} décembre, d'un nouvel album, le septième de sa carrière et le premier depuis juillet 2012.

Avant que «*Gangnam Style*» ne conquière le monde, Psy était déjà un artiste à succès en Corée du Sud connu pour ses textes provocateurs, son

humour satirique et ses performances scéniques décalées, ce qui lui a valu de se frayer avec les grands de ce monde, des chefs d'Etat aux grands patrons.

Le chanteur a parfois montré des signes de lassitude, au point de limiter ses sorties publiques au cours de l'année écoulée. Une retraite relative dont il aura profité pour préparer son septième album.

Hani T.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Plais des expositions Safex Jusqu'au 7 novembre :
Salon international du livre d'Alger.

Salle Ahmed-Bey de Constantine 4 novembre :
Soirée musicale animée par la troupe «*Bhangra and Gidda Group*».

Galerie Ezzoua'art Jusqu'au 12 novembre :
Exposition de l'atelier Souçon d'art, intitulée «*La céramique autrement*». Cet atelier est animé par Rachida et Samia Merzouk et le plasticien Karim Sergoua.

Galerie d'art Dar El-Kenz Jusqu'au 14 novembre :
Quinzième Salon d'automne du petit format, avec la participation d'une vingtaine d'artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Myriem Ait El-Hara, Moncef Guita, Noureddine Chegrane, Mohamed Massen, Hella Zoubir et Moussa Bourdine.

Galerie d'art Sirius Jusqu'au 5 novembre :
«*Exposition d'automne*» de l'artiste Moussa Bourdine.

Institut français d'Alger 12 novembre :
Spectacle musical avec l'auteur et compositeur «*Le Larron*».

Théâtre national algérien 7 novembre :
Soirée de musique et danse coréennes animée par la troupe de musique traditionnelle «*Coreya*» et celle de street-dance «*B-Boy*».

Coup-franc direct



Quand le taureau est à terre...

Par Mahfoud M.

Certains nationaux sont passés rois dans la critique et l'attaque gratuite en tirant à boulets rouges sur nos représentants dans les compétitions internationales de la balle ronde. Après les autoproclamés consultants et autres analystes qui n'ont pas lésiné sur le vocabulaire pour lessiver le coach national, voilà venu le tour du driver de l'USMA de s'attirer les foudres d'autres «spécialistes de pacotille» pour verser leur venin sur lui. Ainsi, il est accusé de toutes les tares possibles parce que son équipe a perdu la manche aller de la finale de la Ligue des champions d'Afrique alors que tout le monde sait que les Rouge et Noir sont tombés sur plus fort qu'eux et que le coach et les joueurs ne pouvaient rien faire. Un proverbe algérien dit : «Quand le taureau est à terre, les couteaux se multiplient». C'est ce qui se passe avec la formation algéroise qui est critiquée de toutes parts malgré le fait d'avoir atteint la finale, prouesse qui n'est pas à la portée de n'importe quelle formation africaine. Pourquoi critiquer des joueurs qui se donnent à fond et qui font tout leur possible sur le terrain ? La question reste posée, même si la réponse est connue, à savoir que certains jalourent la réussite de l'USMA qui est revenue en force sur la scène continentale et qui est surtout un exemple dans l'organisation pour tout club professionnel en Algérie.

M. M.

Ligue des champions d'Afrique (finale/retour) TP Mazembe Jean Kasusula forfait face à l'USMA

Le défenseur de TP Mazembe (RD Congo), Jean Kasusula, victime d'un accident à bord de son scooter dimanche soir, a déclaré forfait pour la finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique face à l'USM Alger, dimanche prochain à Lubumbashi (15h30 algérienne), rapporte lundi le site officiel du club. Jean Kasusula (33 ans) souffre d'une fracture au niveau de l'humérus de son bras gauche, sans déplacement de l'os. Selon le Docteur Jean-Michel Kazadi qui l'a reçu après l'accident, le pronostic vital du

latéral gauche n'est pas engagé. Il devait être opéré lundi après-midi. L'origine de l'accident est une fausse manœuvre à bord d'un scooter, au sortir d'une résidence familiale. Jean Kasusula s'apprêtait à emmener ses enfants dans un restaurant pour aller dîner, avant de se rendre au regroupement aux alentours de 19h45. Selon l'équipe médicale qui l'a reçu et le suit, il sera indisponible pendant environ 8 semaines et sera évacué en Afrique du Sud pour la rééducation.

Championnat arabe des clubs champions de basket-ball (messieurs) Le GSP à Dubaï pour jouer les premiers rôles

LES BASKETTEURS du GS Pétroliers participeront à la 28^e édition du championnat arabe des clubs champions (messieurs) qui se déroulera du 3 au 13 novembre à Dubaï (Emirats arabes unis) avec l'ambition de franchir le cap des quarts de finale. L'entraîneur des Pétroliers, Bilal Faïd, s'est montré «optimiste» quant aux chances de ses joueurs de réussir une belle prestation dans cette compétition qui regroupe les meilleurs clubs arabes. «Le GSP a toujours joué les premiers rôles lors des précédentes participations. Pour cette édition, notre objectif sera de franchir le cap des quarts de finale et

améliorer notre classement lors de la dernière édition», a déclaré Faïd. «Nous allons aborder la compétition match par match et essayer d'aller le plus loin possible», a-t-il ajouté. Le coach du GS Pétroliers est également revenu sur la préparation de son équipe qui, selon lui, s'est déroulée dans de bonnes conditions. «Notre plus gros souci en ce début de saison était le manque de compétition, nous avons effectué un stage précompétitif en Tunisie qui nous a permis de jouer trois matchs amicaux en plus des deux journées de championnat d'Algérie».

ANNIVERSAIRE

Notre enfant gâté vient d'éteindre sa 1^{re} bougie et allumer sa 2^e le 03-11-2015 au sein de sa famille. En cette heureuse occasion, les familles KHELLILI et CHIRAGA l'embrassent et lui présentent leurs



meilleurs vœux, surtout son père et ses frères Mérouane, Chams Eddine et la petite Dounia qui lui souhaitent un joyeux anniversaire et une longue vie pleine de succès, réussite et prospérité tant dans sa scolarité que dans sa vie de tous les jours.



JS Kabylie Hannachi lance son mercato

Le président de la JS Kabylie, Moh Chérif Hannachi, songe dès à présent à renforcer son effectif avec des éléments capables d'apporter un plus dans certains compartiments.

Par Mahfoud M.

Soucieux de monter une équipe compétitive et capable de décrocher une place qualificative à une compétition africaine la saison prochaine, le patron de la formation kabyle a commencé les contacts avec certains éléments susceptibles de renforcer l'effectif pour ce mercato. Ainsi, il a pris attache avec le meneur de jeu du RC Relizane, Tayeb Berramla, qui a déjà évolué sous les couleurs Jaune et Vert. Ce dernier serait très intéressé par un retour et aurait accepté l'offre du patron de la JSK. Les détails de son transfert devraient être réglés dans les prochaines heures, selon des sources proches de la direction. Berramla ne serait pas le seul joueur qui intéresse les Canaris, puisqu'on apprend que le latéral gauche Bencherifa serait aussi sur les tablettes, sauf qu'il sera difficile de ramener ce joueur qui est encore lié par contrat avec le CSC qui ne compte pas le lâcher. Pour ce qui est du poste de gardien de but, les dirigeants font des pieds et des mains pour ramener une doublure pour le keeper international, Azzeddine Doukha. On parle de contacts avancés avec le deuxième gardien de la JSMB mais rien n'est fait jusqu'à main-



Hannachi souhaite avoir des joueurs de qualité

tenant. L'essentiel pour la direction est de renforcer l'effectif avec des éléments de qualité pour réussir une meilleure phase retour et revenir en force. Par ailleurs, on croit savoir que la direction souhaite aussi ramener un technicien qui pourrait être

l'adjoint de Dominique Bijotat. Tout devrait s'éclaircir dans les prochains jours pour ce qui est de l'adjoint, d'autant plus que les dirigeants souhaitent en finir avec ce souci dans les plus brefs délais.

M. M.

Tottenham Retour à la compétition différé pour Bentaleb

Le milieu international algérien de Tottenham (Premier league anglaise de football), Nabil Bentaleb, indisponible depuis deux mois pour blessure, ne pourra pas reprendre la compétition de sitôt, rapporte lundi la presse locale. Annoncé depuis plusieurs semaines par son entraîneur Mauricio Pochettino, le retour du joueur algérien sur les terrains,

sans cesse reporté, ne sera pas non plus pour le match de ce lundi face à Aston Villa, en clôture de la 11^e journée. Bentaleb a raté jusque-là dix matchs avec les «Spurs» et quatre avec l'équipe nationale, après notamment un accident domestique. Le demi-défensif figure dans la liste des élargie de 32 joueurs dévoilée par le coach national Christian

Gourcuff en vue de la double confrontation face à la Tanzanie (14 et 17 novembre) dans le cadre du 2^e tour qualificatif à la Coupe du monde 2018 en Russie. Il rallonge ainsi la liste des blessés de l'équipe nationale qui comporte également Yacine Brahimi, Aïssa Mandi et Hilal Soudani, tous les trois incertains pour la double confrontation en question.

Trophée du meilleur joueur africain 2015 Feghouli et Brahimi sur la liste réduite

Les internationaux algériens Sofiane Feghouli (FC Valence) et Yacine Brahimi (FC Porto) figurent sur la liste des dix candidats au titre de «Meilleur footballeur africain 2015», dévoilée lundi par la Confédération africaine de football (CAF). La Confédération africaine de football a commencé par dresser une liste élargie de 37 joueurs, comportant quatre autres internationaux algériens : Hilal Soudani (Dinamo Zagreb), Baghdad Bounedjah (Etoile Sportive du Sahel), Faouzi Ghoulam (Naples) et Ryad Mahrez (Leicester City), mais seuls Feghouli et Brahimi ont été retenus sur cette liste réduite de dix candidats. Les deux milieux offensifs algériens tenteront de ravir le titre de Meilleur joueur africain 2015 à l'Ivoirien de Manchester City, Yaya Touré, quadruple détenteur du trophée

et candidat à sa propre succession cette année encore. La cérémonie est prévue début janvier 2016, à Lagos (Nigeria). L'élection sera soumise au vote

des sélectionneurs ou directeurs techniques nationaux (DTN) des 54 associations membres de la CAF.

Rallye raid international d'Algérie La première étape Alger- Laghouat annulée

LES ORGANISATEURS du Rallye Raid international d'Algérie, «Challenge sahari», ont décidé d'annuler la première étape, lundi entre Alger et Laghouat sur une distance de 380 km, en raison des travaux en cours sur le tracé de cette étape, ce qui représentait un danger pour la sécurité des concurrents. «La présence d'engins sur le tracé de cette étape et la densité de la circulation ont poussés les organisateurs à annuler cette première étape, qui a été transformée en étape d'exhibition», précise la même source. La caravane du rallye est arrivée à Laghouat lundi après midi, où les pilotes ont eu l'opportunité d'effectuer des tests sur leurs véhicules. La première édition du rallye raid international d'Algérie, «Challenge sahari international», se déroule du 1^{er} au 9 novembre sur un parcours total de 1770 km entre Alger et Laghouat en six étapes, avec la participation de 142 pilotes. L'Algérie a engagé 6 véhicules de type 4x4 et 6 motos dans le «Rallye Raid», ainsi que 21 motos et 7 voitures dans le «Rallye de régularité» (messieurs / dames), et enfin 4 véhicules dans la formule «Chrono».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Activités de la protection civile à Béjaïa

Plus de 4 500 interventions en deux mois

LA DIRECTION de la protection civile de la wilaya de Béjaïa a enregistré, durant les deux derniers mois de cette année, 4 579 interventions, dont 1 666 malades et 369 blessés (chutes, diverses causes...), lesquels ont été évacués vers les différents centres de soins, indique-t-on dans un communiqué de presse. Pas moins de 285 accidents de la circulation ont été enregistrés durant la même période et ont engendré 332 blessés et 8 décès. Du 1^{er} janvier au 3 novembre 2015, le nombre d'accidents de la route est très important. L'on compte 1 431 accidents, 1 963 blessés et 48 décès. Dans le registre des incendies, le bilan fait état de 278 incendies enregistrés au cours de 327 interventions avec sorties d'engins. Ces incendies correspondent à 32 feux dans les milieux urbains, 24 dans les milieux industriels, 62 incendies déclarés dans différents véhicules, 632 incendies en milieu végétal et 580 autres feux ayant été maîtrisés facilement. S'agissant des feux de récoltes, il est indiqué que durant la période allant du 1^{er} juin au 31 octobre de l'année en cours, 624 incendies dont 68 importants ont été recensés. Les dégâts causés à la végétation sont estimés à 497,80 hectares, plus de 3 956 arbres fruitiers et 2 463 botes de foin ou de paille et quelques ruches. La Protection civile a enregistré également 892 opérations diverses dont des dispositifs de sécurité (visites de travail des autorités locales, centrales, événements sportifs, culturels et autres). Les dernières interventions jugées importantes sont l'électrocution d'un homme de 43 ans par un câble électrique, engendrant sa

chute du 2^e étage à Iheddaden Oufella à Béjaïa le 29 octobre dernier vers 8h50. Le même jour à 19h25, un feu s'est déclaré dans une maison (en RDC) au village Khenfour, commune d'Ouzellaguene, où un bébé de 3 mois a été retrouvé carbonisé après extinction du feu. Avant-hier à 1H50, une collision s'est produite entre un bus de voyageurs de marque Isuzu et une fourgonnette frigorifique de marque DFM. Bilan : le conducteur âgé de 29 ans est décédé sur le coup. L'accident a eu lieu sur la RN09, au lieu-dit Afighou dans la commune de Souk El-Tennine. Le bus était de retour de Constantine et transportait 28 supporteurs du MOB qui s'en sortirent tous indemnes. La même journée à 18h55, un bus de marque Isuzu a mortellement heurté un piéton de 44 ans, originaire de Kendira. L'accident est survenu à proximité du CEM Bouakaz à Ighil Ouazoug, dans la commune de Béjaïa. Un important feu domestique s'est déclaré dans un étage au village Aghdir Ait Smail, dimanche à 13h. L'incendie a ravagé tout ce qui se trouvait dans l'appartement, nous dit une source locale. Par ailleurs, une campagne de sensibilisation contre les accidents domestiques en général et les intoxications par monoxyde de carbone en particulier durant la période hivernale a été lancée. Un programme est élaboré en collaboration avec la direction de l'éducation et la SDE et durera tout le long de l'hiver. Il touchera aussi bien les établissements scolaires du cycle moyen que les citoyens dans les localités éloignées.

Hocine Cherfa

Œuvre des étudiants des trois paliers du «LMD»

Deux drones modélisés à Oran

DEUX DRONES ont été modélisés à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO) dans le cadre d'une initiative mettant en partenariat des étudiants des trois paliers du système d'enseignement «LMD» (Licence-Master-Doctorat). Les deux maquettes matérialisant ce partenariat ont été dévoilées à l'occasion de la 2^e Conférence internationale sur les sciences aéronautiques réunissant, deux jours durant, une centaine de chercheurs au sein de l'auditorium de l'USTO-MB. «L'objectif de cette opération est à caractère pédagogique et scientifique», a indiqué à l'APS le P^r Bachir Imine, directeur du Laboratoire d'aéronautique et systèmes propulsifs (LASP) de l'USTO-MB, également président de la rencontre. «La jonction entre les trois groupes d'étudiants (Licence, Master et Doctorat) a notamment permis de mesurer l'importance de la conjugaison

des efforts dans le cadre d'un projet commun», a fait valoir le P^r Imine. Il a expliqué, dans ce contexte, que la réalisation s'est déroulée sur trois étapes, à commencer par «la pensée de la forme, le dessin, la numérisation et la schématisation en trois dimensions (3D, sur ordinateur)». Cette première phase a été concrétisée par le groupe L (Licence). La deuxième et troisième étapes ont été, quant à elles, accomplies par les groupes M (Master) et D (Doctorat), portant respectivement sur «la conception et calculs des structures» et «la simulation numérique et essais en soufflerie» (équipement évaluant les paramètres aérodynamiques du drone). «Nécessitant encore quelques retouches au plan esthétique, le produit final traduit néanmoins l'intérêt de ces jeunes pour la recherche, ainsi que leur capacité à reproduire un schéma en prototype tridimensionnel», a souligné P^r Imine. Une majorité



AFFLUENCE RECORD DE VISITEURS AU SILA

Constantine

Découverte de 16 mines et des câbles électriques pour détonation

■ Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert et détruit, lundi près d'El-Khroub (Constantine), 16 mines, un détonateur et des câbles électriques pour détonation, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Par Samiha Y.

«D ans le cadre de la lutte antiterroriste, et suite à l'opération de recherche et de ratissage déclenchée par les forces combinées de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Constantine (5^e Région militaire), un détachement a découvert et détruit, près d'El Khroub, le 2 novembre 2015, seize mines, un détonateur et des câbles électriques pour détonation», précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des

frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, «un détachement de l'ANP, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale relevant du secteur opérationnel d'El-Qued (4^e Région militaire) a arrêté, le 02 novembre 2015, quatre contrebandiers et a saisi un véhicule tout-terrain, deux véhicules touristiques, 190 kilogrammes de tabac, 1497 paquets de cigarettes et des téléphones portables», ajoute la même source. En outre, quatre contrebandiers à bord d'un véhicule tout-terrain ont été arrêtés par un détache-

ment près des frontières à Djanet. Dans le même contexte et au niveau de la 6^e Région militaire, «deux détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset et de Bordj Bai Mokka ont saisi trois camions, un véhicule tout-terrain chargés de dix quintaux de denrées alimentaires», est-il relevé. D'autre part, «des éléments des gardes-frontières de Bâb El Assab relevant du secteur opérationnel de Tlemcen (2^e Région militaire) ont appréhendé neuf immigrants clandestins», conclut le communiqué du MDN. S. Y./APS

A travers les 48 wilayas

Les sessions de formation des journalistes «bientôt généralisées»

Les sessions de formation des journalistes seront «bientôt généralisées» aux 48 wilayas du pays, a annoncé, mardi à Alger, le ministre de la Communication, Hamid Grine. «Nous avons décidé de massifier et d'étendre bientôt la formation à l'ensemble des journalistes de la presse écrite et de l'audiovisuel à travers les 48 wilayas du pays», a déclaré M. Grine à la presse, lors d'une visite au stand de l'ANEP (Agence nationale d'édition et de publicité) dans le cadre du 20^e Salon international du livre d'Alger (SILA). Il a expliqué que cette décision «est motivée par le fait que les sessions qui se tiennent mensuellement à Alger, Oran et Constantine, ne suffisent pas pour répondre aux importantes exigences en termes de formation», ajoutant que ces formations «seront élargies même aux non journalistes dési-

rant s'initier dans le domaine et apprendre tout ce qui concerne le métier du journalisme et sa déontologie». En faisant le tour des stands, le ministre a, par ailleurs, estimé que la 20^e édition du SILA «est meilleure par rapport à la précédente en termes d'organisation, de publications et d'esthétique». Le 20^e édition du Salon, qui se poursuivra jusqu'au 7 novembre, réunit 290 éditeurs algériens aux côtés de 620 exposants étrangers venant d'une cinquantaine de pays. Le programme comprend également des rencontres-débats, des conférences, des hommages et des projections de films. Le prix Assia Djebar du roman, récemment institué pour honorer la mémoire de la romancière algérienne disparue en 2015, sera décerné au cours de cette manifestation culturelle.

R. N.